

## LES DÉFIS D'ENTRAIDE ET FRATERNITÉ – VIVRE ENSEMBLE À L'AUNE DU CONTEXTE POLITIQUE BELGE ET INTERNATIONAL



Février 2020

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

***Entraide et Fraternité – Vivre ensemble a adopté le 15 février en Assemblée générale son nouveau Cadre stratégique 2020-2024. Fruit d'un travail d'une année, ce cadre stratégique a été construit par les permanents.e.s et les bénévoles après avoir réalisé un diagnostic de la situation politique en Belgique et au niveau international. La présente analyse reprend ce diagnostic. Nous identifions d'abord les éléments clés du contexte politique actuel avant d'aborder plus particulièrement le contexte politique belge. Nous donnons ensuite quelques défis majeurs à relever par nos associations à l'aune de ce contexte politique.***

## 1. QUELQUES ÉLÉMENTS CLÉS DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

Du 6 au 27 octobre 2019 s'est tenu à Rome un synode spécial des évêques ayant pour thème: « Amazonie : nouveaux chemins pour l'Église et pour une écologie intégrale »<sup>1</sup>. L'« écologie intégrale » constitue la proposition centrale de la lettre encyclique «Laudato si'» donnée en 2015 par le Pape François. Elle porte sur les enjeux du réchauffement climatique en lien avec la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

### Accord de Paris et Objectifs de développement durable : des engagements internationaux sérieusement mis à mal

Afin de relever les enjeux écologiques et sociaux mondiaux, des engagements ont été pris au sein de l'ONU par les États, tels que l'Accord de Paris sur le changement climatique signé en 2015 et les Objectifs de développement durable (ODD) adoptés la même année. Ces 17 objectifs que les États se sont engagés à atteindre pour 2030 portent notamment sur la pauvreté, les inégalités économiques, la faim, l'égalité entre les sexes et l'environnement. Autant de thèmes qui se retrouvent à des degrés divers au cœur de la mission d'EF-VE. Au niveau de l'Union européenne (UE), des engagements sont également pris pour lutter contre la pauvreté, l'exclusion sociale et le réchauffement climatique<sup>2</sup>. La Belgique est liée par ces engagements.

Cependant, l'atteinte de ces objectifs est sérieusement compromise vu la poursuite par les dirigeant.e.s politiques du système économique néo-libéral basé sur la compétition, la croissance économique et l'extractivisme reposant sur l'exploitation des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) qui constitue la principale cause du réchauffement climatique.

Sur le point précis de la faim dans le monde, le rapport de la FAO (Organisation des Nations-Unies sur l'agriculture) sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2019 est particulièrement alarmant<sup>3</sup>. Selon ce dernier rapport, le nombre d'êtres humains souffrant dans la faim dans le monde est en augmentation constante depuis 2015. Les femmes

---

<sup>1</sup><https://www.entraide.be/IMG/pdf/analysesynode.pdf>

<sup>2</sup>avec notamment l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 45% d'ici 2030 et d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

<sup>3</sup><http://www.fao.org/publications/sofi/fr/>

en milieu rural sont les personnes les plus touchées par la faim<sup>4</sup>. Ce qui pose la question fondamentale de leur accès aux ressources, en particulier l'accès à la terre.

### Alimentation et réchauffement climatique : deux défis majeurs interdépendants...

La faim, l'agriculture et le réchauffement climatique sont des phénomènes intimement liés, comme le rappelle le rapport spécial 2019 du GIEC étudiant le lien entre changement climatique et les différentes affectations des sols<sup>5</sup>. Les conditions météorologiques extrêmes liées au changement climatique affectent la capacité des paysans.ne.s à cultiver leur nourriture et à obtenir un revenu suffisant, les contraignant ainsi à quitter leur activité de paysan.ne, voire à se déraciner en migrant dans un autre pays.

D'autres facteurs politico-économiques expliquent la privation des moyen de subsistances des paysans.ne.s dans les pays du Sud parmi lesquels : l'accaparement des terres par des entreprises multinationales qui bénéficient à la fois des traités commerciaux internationaux, des politiques de certains bailleurs de fonds comme la Banque mondiale qui poussent à la marchandisation du foncier et à la privatisation des filières agricoles ou encore de l'absence de régulation internationale obligeant les entreprises transnationales à respecter les droits humains et à préserver l'environnement. La régulation des activités des entreprises est d'autant plus nécessaire que le développement du secteur privé est envisagé par les gouvernements des pays donateurs comme le moyen privilégié pour réduire la pauvreté dans le Sud.

### ...incompatibles avec les règles actuelles du commerce international

On recensait, en 2019, pas moins de 3245 traités protégeant les investissements privés étrangers. Il n'existe, en revanche, aucun traité international contraignant sur les entreprises et les droits humains. Cette situation totalement déséquilibrée impacte le quotidien de milliards d'êtres humains sur la planète, tant les droits conférés par ces traités commerciaux aux multinationales mettent en danger la vie sur terre. Ces traités touchent aussi bien la santé, l'environnement, l'agriculture que l'énergie.

Les règles actuelles du commerce international conduisent *in fine* à augmenter les inégalités économiques et sociales en accroissant le pouvoir politique et économique d'une poignée de grandes entreprises multinationales et d'individus riches au détriment de la majorité des êtres humains et de l'environnement. La montée de ces inégalités explique en partie la montée de l'extrême droite et l'arrivée au pouvoir de régime autoritaires.

---

<sup>4</sup><https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/hunger/> « Si les femmes des régions rurales jouissaient au même titre que les hommes d'un accès à la terre, à la technologie, aux services financiers, à l'éducation et aux marchés, le nombre de personnes souffrant de la faim serait réduit de 100 à 150 millions ».

<sup>5</sup>IPCC Special Report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems consultable ici : <https://www.ipcc.ch/>

## La montée vertigineuse des inégalités économiques et sociales à l'échelle mondiale et nationale : terreau de l'extrême droite et de la xénophobie

*Depuis la crise de 2007-2008 causée par le système financier dérégulé, les inégalités économiques et sociales se sont encore creusées. En dix ans, le nombre de milliardaires dans le monde a presque doublé tandis que la moitié de l'Humanité vit avec moins de 5,50 dollars par jour<sup>6</sup> et que les services publics au Sud comme au Nord de la planète sont largement sous-financés.*

La montée de ces inégalités et l'approfondissement de la crise sociale dans de nombreux pays du Sud comme du Nord s'accompagne d'une crise de la représentation démocratique avec l'arrivée au pouvoir de régime autoritaires, ouvertement racistes et qui répriment les contestations sociales (en utilisant dans certains cas la violence armée pour mater les résistances populaires dont les luttes paysannes pour l'accès aux ressources). Rien qu'en 2017, 312 défenseurs des droits des droits humains et de l'environnement ont été assassinés dans 27 pays<sup>7</sup>.

### L'explosion de révoltes populaires aux quatre coins du globe remettant en cause le système néo-libéral dans son ensemble

Face aux politiques génératrices d'inégalités mais aussi destructrices pour l'environnement, on assiste en 2018-2019 à l'explosion de révoltes populaires sur tous les continents. Bien entendu, chaque mouvement social a ses propres caractéristiques. Il n'empêche que ces mouvements ont comme point commun de surgir au même moment suite à l'adoption d'une mesure politique précise (comme une taxe) pour ensuite s'étendre à des revendications globales pour plus de justice fiscale et sociale et in fine remettre en cause de manière explicite la classe politique dirigeante mais aussi plus largement le système économique qui les oppresse.

C'est le système néolibéral qui est ici visé. Le néolibéralisme est un mode de gestion du capitalisme qui se fonde sur la mise au service du capital de l'État, la financiarisation de l'économie, la marchandisation de la société et l'individualisme (avec son idéologie de la méritocratie). Le néo-libéralisme a été mis à mal lors de la crise de 2007-2008. Mais il a survécu pour revenir en force après 2010 en proposant comme solutions au monde l'austérité budgétaire et les « réformes structurelles » généralisées détruisant ainsi les protections des travailleurs/euses et des personnes déjà précarisées socialement<sup>8</sup>.

<sup>6</sup><https://www.oxfam.org/fr/cinq-faits-choquants-sur-les-inegalites-extremes-aidez-nous-redistribuer-les-cartes>

<sup>7</sup><https://reporterre.net/312-defenseurs-de-l-environnement-et-des-droits-humains-ont-ete-assassines-en>

<sup>8</sup><https://www.mediapart.fr/journal/international/211019/crises-sociales-crisis-democratiques-crise-du-neoliberalisme>

## 2. QUELQUES ÉLÉMENTS DU CONTEXTE POLITIQUE EN BELGIQUE EN LIEN AVEC LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

La Belgique est concernée par les différentes tendances internationales que nous venons d'identifier.

*Premièrement*, le résultat des élections législatives de 2019 est marqué d'une part, par une « vague verte » témoignant d'une prise de conscience massive des enjeux environnementaux par l'électorat et d'autre part, par une désaffection d'une large partie de population pour les partis dits traditionnels. Ces partis sont accusés de mettre en œuvre des politiques néolibérales sous la houlette de l'Union européenne. Cette perception explique notamment la montée des partis des « extrêmes » qui remettent radicalement en cause, pour des raisons différentes, les choix politiques européens.

*Deuxièmement*, la Belgique reste un pays où le niveau de pauvreté est élevé et où les inégalités économiques et sociales restent importantes, bien qu'ayant moins augmenté que dans d'autres pays. Ainsi le 1 % des ménages les plus riches détient à lui seul entre 18 et 20 % du patrimoine tandis que plus de 20% de la population est, selon les chiffres officiels, menacée de pauvreté<sup>9</sup>. Les chiffres de la pauvreté sont en augmentation tout comme le nombre de personnes sans-abri ou mal logées qui a plus que doublé entre 2007 et 2017<sup>10</sup>. Une personne sur cinq est aussi en situation de « précarité énergétique »<sup>11</sup>. Soulignons enfin que la Belgique a un des taux de pauvreté infantile les plus élevés en Europe<sup>12</sup>. Les choix politiques qui ont permis de résister en partie à la vague inégalitaire ne se sont pas traduits dans une réduction de la pauvreté.

*Troisièmement*, la faim touche plusieurs milliers de personnes en Belgique. En 2018, les banques alimentaires ont distribué de la nourriture à 160.000 personnes alors qu'elles n'étaient « que » 70.000 en 1995<sup>13</sup>.

*Quatrièmement*, la situation sociale ne doit rien au hasard puisqu'elle est en partie la conséquence des choix politiques opérés suite à l'éclatement de la crise financière de 2007-2008. Les sauvetages bancaires à répétition ont creusé la dette publique. La hausse de cette dette, déjà élevée avant la crise financière, est ensuite devenu l'argument privilégié des gouvernements pour mener de politiques d'assainissement budgétaire et les choix effectués se sont traduits par des coupes dans les services publics mais aussi le budget dédié à la coopération au développement.

---

<sup>9</sup><https://www.sampol.be/2018/04/onze-vermogensverdeling-alles-kan-beter>

[https://www.rtbef.be/info/societe/detail\\_un-belge-sur-cinq-concerne-par-la-pauvrete?id=10047923](https://www.rtbef.be/info/societe/detail_un-belge-sur-cinq-concerne-par-la-pauvrete?id=10047923)

<sup>10</sup><https://www.lalibre.be/regions/bruxelles/en-10-ans-le-nombre-de-sans-abris-et-personnes-mal-logees-a-pluque-double-a-bruxelles-5dc02354d8ad58388747e5f9>

<sup>11</sup>La précarité énergétique désigne « l'incapacité pour un ménage d'accéder –dans son logement –à l'énergie qui lui est nécessaire, pour un coût abordable au regard de ses revenus ». [https://vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2018-13\\_chauffage.pdf](https://vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2018-13_chauffage.pdf)

<sup>12</sup> <https://www.kbs-frb.be/fr/Newsroom/Press-releases/2018/20181213NDKinderarmoede>

<sup>13</sup><https://vivre-ensemble.be/aide-alimentaire-de-la-gestion-de-la-pauvrete-a-la-lutte-contre-la-pauvrete>

*Cinquièmement*, la Belgique risque fortement de ne pas atteindre ses objectifs climatiques.

*Sixièmement*, d'importantes mobilisations sociales ont également lieu en Belgique. Relevons les mobilisations sur le changement climatique et en particulier *les grèves étudiantes hebdomadaires pour le climat* en 2018-2019 qui ont rassemblé des dizaines de milliers d'étudiant.e.s pendant plusieurs semaines.

*Septièmement*, la Belgique est concernée par ces défis mondiaux et doit donc adapter sa politique étrangère à ces défis en respectant, protégeant et en promouvant les droits humains à l'extérieur de ses frontières. Pour y parvenir, la Belgique doit utiliser les leviers politiques qu'elle dispose au niveau international pour changer fondamentalement les règles du commerce international, comme le prévoient les accords de gouvernements régionaux conclus en Wallonie et à Bruxelles.

### 3. LES PROCHAINS DÉFIS D'ENTRAIDE ET FRATERNITÉ-VIVRE ENSEMBLE

Outre les très bons scores des partis d'extrême droite au niveau fédéral et en Flandre, les élections législatives de 2019 en Belgique sont aussi marquées par la montée en force au niveau de la Région Wallonne et de la Région bruxelloise de partis politiques portant des programmes politiques se positionnant en faveur d'une plus grande justice sociale et environnementale. À cet égard, les accords de gouvernement régionaux constituent pour EF-VE des tremplins pour mener des interpellations politiques et construire des mobilisations. Parmi les revendications d'EF-VE inscrites dans ces accords politiques figurent notamment le soutien à des deux Régions à « l'établissement du traité multilatéral contraignant visant à garantir le respect des droit humains par les firmes transnationales, actuellement en négociation à l'ONU ». On trouve également des balises importantes conditionnant la signature des deux Régions aux traités de commerce et d'investissements<sup>14</sup>.

Nous partirons des traités de commerce pour dénoncer les obstacles structurels au **droit des peuples aux ressources** (terre, eau, énergie), à leur souveraineté alimentaire ainsi qu'à la transition sociale et écologique (en particulier la transition agro-écologique). Nous soutiendrons dans le même temps des projets qui soutiennent ce droit aux ressources en mettant un accent particulier sur l'accès de ces ressources aux **femmes**.

Compte tenu des opportunités offertes par les accords régionaux et du processus d'élaboration du traité sur les multinationales et les droits humains en cours au niveau de l'ONU, nous plaiderons pour une réglementation contraignante pour les entreprises. Pour démontrer la nécessité d'une telle réglementation, nous nous appuierons sur nos partenaires du Sud et relaierons leurs luttes contre les accaparements de terres par des multinationales. Nous nous mobiliserons également lorsque leurs **droits civils et politiques** seront violés.

Face aux discours haineux et mensongers en Belgique qui assimilent les allocataires sociaux et les réfugié.e.s à des "parasites", nous redoublerons d'efforts pour rétablir la vérité sur les

---

<sup>14</sup>[https://www.entraide.be/IMG/pdf/analyse\\_accords\\_regionaux\\_sur\\_le\\_commerce\\_international.pdf](https://www.entraide.be/IMG/pdf/analyse_accords_regionaux_sur_le_commerce_international.pdf)

causes structurelles de la détresse sociale. Nous continuerons ainsi à nous battre pour le respect d'un **droit de toutes et tous à une vie digne** en dévoilant les mécanismes générant la pauvreté et les inégalités, en soutenant des projets visant la justice sociale et défendant des alternatives politiques visant une juste répartition des richesses entre le Sud et le Nord ainsi qu'à l'intérieur de la Belgique. Nous accorderons une importance particulière aux **droits des enfants exposés à la pauvreté**.

En Belgique, plus particulièrement, nous plaiderons et soutiendrons les politiques qui visent à la fois la justice sociale et environnementale, les deux étant interdépendants. Nous veillerons notamment à ce que la transition écologique ne se fasse pas contre les classes sociales fragilisées, qui avec les populations des pays du Sud sont déjà les plus exposées aux effets du réchauffement climatique, comme le souligne l'Encyclique Laudato Si' du Pape François (voir la partie 4). Ainsi, **la justice sociale et environnementale sera le fil rouge de notre action pour les prochaines années aussi bien au Sud qu'en Belgique**.

Pour mener ce combat pour la justice sociale et environnementale qui est synonyme d'« écologie intégrale » pour EF-VE, nous mettrons en résonnance le texte de Laudato Si' avec les ODD<sup>15</sup>.

Nous continuerons, enfin, à revendiquer la dimension politique de notre action collective. Il s'agira notamment de redonner espoir aux citoyen.ne.s dans la force de l'action collective pour dépasser le système capitaliste. Une tâche d'autant plus ardue dans ce contexte où de nombreux dirigeant.e.s politiques rompent avec le coopération internationale et où de nombreux individus ont tendance à se replier sur eux et sur leurs proches.

---

<sup>15</sup>[https://www.entraide.be/IMG/pdf/analyse\\_table\\_ronde\\_asso\\_catho\\_aujourd\\_hui.pdf](https://www.entraide.be/IMG/pdf/analyse_table_ronde_asso_catho_aujourd_hui.pdf)